

**RAPPORT N° 2022/4-10
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 septembre 2022**

OBJET : CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OFFICE DE L'EAU POUR L'ELABORATION DU CAHIER DES CHARGES POUR DESIGNATION D'UNE ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE AU DROIT DU SEUIL DE BOURBON DE LA RIVIERE SAINT-DENIS – APPROBATION DES TERMES DE LA CONVENTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

- Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) pour limiter le risque inondation » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR –

Conformément aux dispositions de la directive cadre sur l'eau, à la Réunion 13 rivières pérennes ont été identifiées comme présentant des obstacles aux écoulements. Un recensement et un diagnostic des obstacles à la continuité écologique montrent qu'au droit du seuil de Bourbon de la rivière de Saint-Denis, la continuité écologique n'est plus assurée. Il convient ainsi de rétablir cette continuité écologique.

A cet effet, afin de permettre la libre circulation des espèces piscicoles dans le lit de la rivière Saint-Denis, des travaux d'aménagement de type passe à poissons multi espèces est à envisager aux droits de cet ouvrage.

Des études de diagnostic et de faisabilité avaient été ainsi portées par la Ville de Saint-Denis et une analyse comparative de 4 scénarii avait permis l'émergence de 2 scénarii approuvés par la DEAL : scénario B démantèlement partiel du seuil et équipement d'un ouvrage de franchissement de type passe à poissons, scénario D'équipement d'un ouvrage de franchissement type passe à poissons sur le seuil existant.

Aussi, la CINOR dans le cadre de la mise en œuvre de sa compétence GEMAPI poursuivra la démarche initiée par la Ville pour respecter les obligations réglementaires en matière de continuité écologique et de protection contre les inondations. A cet effet, la CINOR se fera assister par l'Office de l'Eau pour l'élaboration du cahier des charges permettant de désigner une assistance à maitrise d'ouvrage pour la réalisation de cette continuité écologique.

Un projet de convention définissant les modalités d'intervention de l'Office de l'Eau, au titre de son assistance technique aux établissements publics de coopération intercommunale est annexé au présent rapport.

Conformément aux tarifs appliqués dans le règlement de service de l'Office de l'Eau, le coût de cette assistance technique s'élève à la somme de 1 257,56 €HT pour l'année 2022. Ce montant pourra être revu selon un calcul annuel basé sur le nombre d'habitant du territoire CINOR (Source : INSEE - population légale de référence), soit 0,006 € par habitant et par prestation.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention,
- M'autoriser à signer cette convention et l'ensemble des pièces connexes,

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-10-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**DECISION N° 2022/4-10
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET : CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OFFICE DE L'EAU POUR L'ELABORATION DU CAHIER DES CHARGES POUR DESIGNATION D'UNE ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE AU DROIT DU SEUIL DE BOURBON DE LA RIVIERE SAINT-DENIS – APPROBATION DES TERMES DE LA CONVENTION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2020/4-10 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-10-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**APRES AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de la convention ;

ARTICLE 2

D'autoriser le président à signer cette convention et l'ensemble des pièces connexes.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

